

São Paulo / Paris, le 10 juillet 2014

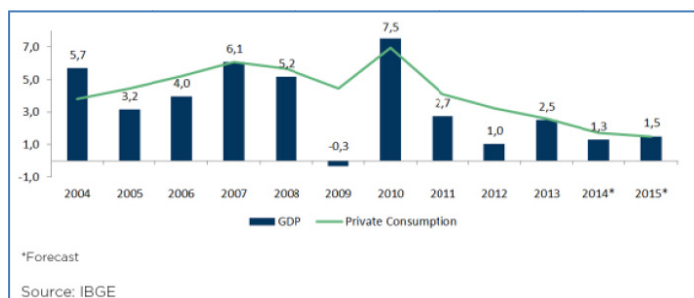
Déclassée en A4¹, l'économie brésilienne s'apprête à vivre une année d'ajustements en 2015

Le Brésil n'a pas su s'appuyer sur la conjoncture favorable pour procéder aux réformes indispensables, comme la modernisation des infrastructures et l'amélioration du climat des affaires. Malgré le potentiel de ce marché en termes d'envergure, son efficacité se révèle faible. Les infrastructures souffrent de lacunes majeures et les marges des entreprises industrielles sont sous pression, notamment à cause des coûts élevés des transports, des salaires et de l'énergie. De plus, la compétition avec les produits d'importation est un vrai défi à relever pour les entreprises de divers secteurs d'activités.

Coface prévoit un ralentissement important de la croissance du PIB en 2014 (+1,3% en 2014, après +2,5% en 2013) en raison d'une baisse de la consommation des ménages, de la perte d'élan des investissements et d'une balance commerciale défavorable. Coface table sur une année 2015 charnière, permettant d'augmenter la croissance à moyen terme.

2014 : des perspectives économiques faibles pour les prochains mois

Après une hausse marginale de 0,9% en 2012, le PIB brésilien a enregistré une performance légèrement meilleure par la suite, atteignant 2,5% en 2013. Ce niveau d'activité s'explique principalement par la reprise des investissements, qui ont augmenté de 6,3% en glissement annuel, et ce après la baisse de 4% observée en 2012. Malgré ce progrès, le niveau d'investissement demeure très bas dans le pays : il représente en 2013 seulement 18,4% du PIB.



Pendant de nombreuses années, la croissance du pays a été tirée par la consommation des ménages, dont la progression a même dépassé celle du PIB à plusieurs reprises pendant les dix dernières années. Une classe moyenne émergente et un accès simplifié au crédit ont été les

¹ L'évaluation risque pays Coface mesure le niveau moyen de risque d'impayés présenté par les entreprises d'un pays dans le cadre de leurs transactions commerciales à court terme. Elle ne concerne pas la dette souveraine. Pour la déterminer, Coface combine les perspectives économiques, politiques et financières du pays, l'expérience de paiement de Coface et l'environnement des affaires du pays. Les évaluations risque pays se situent sur une échelle de 7 niveaux : A1, A2, A3, A4, B, C, D et peuvent être assorties de surveillances.

principaux facteurs de ce scénario. Cependant, ce modèle semble s'être désormais essouffé : les taux d'intérêt et les pressions inflationnistes augmentent, alors que les salaires évoluent plus lentement.

2014 sera donc marquée par une activité atone et une forte inflation. En effet, en raison de la Coupe du Monde et des élections présidentielles, l'agenda des affaires brésilien sera plus court cette année. Le Mondial ne bénéficiera qu'à des secteurs d'activité spécifiques, tels que le tourisme, la restauration et le textile. De plus, certains secteurs industriels et tertiaires sont contraints d'arrêter leur activité pendant cette période, dans la mesure où les infrastructures de transport ne sont pas équipées pour absorber un volume plus important de voyageurs.

On s'attend par ailleurs à un report des investissements des entreprises au second trimestre 2014, et la reprise des investissements en 2015 n'est pas encore assurée. Le prochain gouvernement devra mettre en place des mesures restrictives s'il veut maîtriser l'inflation.

« L'hypothèse d'un fléchissement de la croissance semble se confirmer pour 2014 avec, au mieux, 1,3%. Le Brésil a commencé l'année avec un déclassement par des agences de notation. En mars 2014, Coface a, à son tour, déclassé le Brésil de A3 à A4. La montée du risque s'explique par la détérioration des indicateurs officiels, la baisse de l'investissement, une inflation élevée et l'activité qui manque de dynamisme », explique Patricia Krause, économiste de Coface pour la région Amérique latine.

Des temps difficiles pour les industries

- L'industrie chimique continuera de présenter un risque élevé, en raison de son manque de compétitivité. Les tarifs de l'énergie augmenteront et la réduction de la dépendance au gaz d'importation n'est pas attendue à moyen terme. Les investissements resteront insuffisants, à cause de la hausse de leur coût (hausse du taux SELIC) et du manque de confiance des chefs d'entreprises.
- Le secteur automobile, quant à lui, a eu un début d'année plein de défis. La hausse des taxes, les nouvelles règles de sécurité et les restrictions d'accès au marché argentin l'ont fortement impacté. Cependant, malgré cette détérioration, Coface considère le risque de ce secteur comme « moyen », grâce à son important pouvoir de négociation et sa forte contribution fiscale. Le gouvernement devrait, selon toute probabilité, lancer une action à court terme dans le but de relancer une production décevante.
- Le secteur agricole verra une légère croissance en 2014, en raison de prix stables et d'une récolte 2013-14 en progression marginale. Ce scénario correspond à un niveau de risque « moyen », sous hypothèse de conditions météorologiques sans surprise et d'une offre de crédit en hausse. En revanche, des taux d'intérêt élevés et des infrastructures portuaires peu développées vont affecter négativement la rentabilité de ce secteur.

- La sidérurgie brésilienne, comme dans d'autres parties du monde, dépendra principalement du niveau de production de la Chine. Coface s'attend à ce que la surproduction perdure en 2014 ; les prix des métaux ne croîtront donc pas à court terme. La rentabilité des producteurs d'acier devrait ainsi se maintenir à un niveau bas.
- Dans le secteur de la distribution, la croissance sera supérieure à celle du PIB mais moins élevée que précédemment. Une augmentation faible des salaires réels et une hausse des taux d'intérêt auront une influence néfaste sur ce secteur. Pourtant, certains segments d'activité devraient surperformer en 2014, comme, par exemple, la vente de téléviseurs, Smartphones et tablettes.

2015 : un tournant décisif ?

Les prévisions 2015 retiennent toujours un faible taux de croissance du PIB et une accélération de l'inflation. Cependant, Coface voit en 2015 une année d'ajustements pour le Brésil, avec une hausse des prix administrés, qui ont été maintenus artificiellement bas. Si ce changement peut impacter négativement l'activité à court terme, il devrait permettre de retrouver la confiance des investisseurs et, ainsi, à moyen terme, d'accroître la croissance du PIB.

CONTACT MEDIA:

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 maria.krellenstein@coface.com

Laura PANHARD – T. +33 (0)1 49 02 23 31 – laura.panhard@coface.com

A propos de Coface

Le groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2013, le Groupe, fort de 4 440 collaborateurs, a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1 440 Md€. Présent directement ou indirectement dans 97 pays, il sécurise les transactions de plus de 37 000 entreprises dans plus de 200 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 160 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 350 arbitres localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

En France, le Groupe gère également les garanties publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat.

www.coface.com

Coface SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

